

Unité à la base et dans l'action

François Duburg (Lutte Ouvrière)

Parlant au nom du P.S.U., lors du meeting contre le plan d'austérité, organisé la semaine dernière par *Lutte ouvrière*, le camarade Kergoat devait proclamer en conclusion que son parti était partisan (nous citons ses paroles de mémoire) « de l'unité des révolutionnaires, là où ils se trouvent ensemble, à la base et dans l'action ».

Si *Lutte ouvrière* défend depuis sa naissance des conceptions quelque peu différentes de celles du P.S.U. sur ce plan, affirmant en particulier la nécessité de regrouper tous les militants révolutionnaires de ce pays au sein d'une même organisation, il va sans dire que nous ne sommes évidemment pas opposés à l'unité « à la base et dans l'action », pour peu que cette formule, si souvent employée, recouvre un contenu réel, parce qu'en ce domaine qui veut le plus est prêt à accepter le moins comme un premier pas.

Or il nous semble précisément que la lutte contre le plan d'austérité, et plus généralement, que la période présente, offre aux militants révolutionnaires de réelles possibilités d'intervention, notamment dans les entreprises, et que leur unité, « à la base et dans l'action », pourrait aujourd'hui, plus qu'en toutes autres circonstances encore, multiplier l'efficacité de ces interventions.

Le camarade Kergoat faisait très justement remarquer, dans son intervention, qu'il y avait quelque chose de changé dans l'attitude et la tactique des organisations syndicales depuis mai 1968.

Une radicalisation des syndicats

Cela est d'ailleurs surtout vrai de la C.G.T., qui est apparue ces dernières semaines comme la centrale syndicale la plus combative, alors que la C.F.D.T. semblait surtout désireuse de faire oublier la réputation, un peu usurpée, de « gauchiste », qu'elle s'était acquise au cours des luttes du printemps 1968.

Nous pensons qu'il s'agit là d'un fait extrêmement important, dont les révolutionnaires doivent tirer toutes les conséquences pratiques.

Nous savons, certes, que Séguy n'est pas devenu révolutionnaire, et que les appareils bureaucratiques n'ont pas changé de nature dans les mois qui viennent de s'écouler. Mais ils sont, dans une certaine mesure, contraints par les circonstances à radicaliser leur attitude, et c'est précisément cette radi-

calisation qui nous offre des possibilités nouvelles.

Le syndicalisme français, en la personne de la centrale syndicale la plus influente, la plus importante numériquement, la seule qui soit déterminante à l'échelle du pays, la C.G.T., est un syndicalisme politique, en ce sens qu'il ne se donne pas seulement pour but d'obtenir une amélioration du sort de la classe ouvrière dans le cadre de la société capitaliste, mais qu'il se propose (c'est du moins ce qu'il prétend, même si les faits prouvent le contraire) de transformer la société dans un sens socialiste. Et soit dit en passant, c'est tellement une tradition du mouvement syndical français, que la C.F.D.T., pourtant issue en droite ligne du syndicalisme chrétien, parle elle aussi un langage « socialiste ».

La crainte du gauchisme

Ce qui pourrait être une force du syndicalisme français n'a jusqu'à présent servi qu'à fournir des justifications, fallacieuses sans aucun doute, mais des justifications tout de même, à l'appareil de la C.G.T. pour freiner les luttes ouvrières. En effet, depuis des années, c'est au nom des considérations tactiques savantes, pour ne pas mettre en danger « l'unité de la gauche », ou pour ne pas perturber les prochaines élections, comme ce fut par exemple le cas en juin 1968, que l'appareil cégétiste a réussi à tromper ses militants, et à les utiliser dans une politique de démobilitation de la classe ouvrière.

Ces qui caractérise la période actuelle, c'est que sur son propre plan, sur le plan réformiste et parlementariste, l'appareil du Parti Communiste Français (qui est pratiquement le même que celui de la C.G.T.) n'a plus aucune perspective politique, et que, par crainte du « gauchisme », par peur de décevoir ses militants, il se trouve contraint d'adopter une attitude apparemment plus radicale sur le terrain des luttes revendicatives. Plutôt que de prendre le risque d'un éventuel débordement, il préfère fuir en avant et prendre au besoin l'initiative d'un mouvement pour être sûr d'en avoir le contrôle.

Il n'accepte évidemment pas pour autant le risque d'affrontements graves avec la bourgeoisie, et s'il peut être prompt à déclencher un mouvement, il le sera tout autant à essayer de faire reprendre le travail pour quelques miettes, comme il s'ingénie à émietter les luttes ouvrières dans l'espace

pdfjs.express

et dans le temps, de manière à éviter tout risque de généralisation.

Au-delà de l'éparpillement...

Cette tactique de l'appareil cégétiste doit guider la nôtre. Nous pouvons et nous devons intervenir dans les entreprises, même si nos forces y sont limitées, parce qu'il est bien évident, dans les circonstances actuelles, qu'une petite minorité révolutionnaire, voire un ou deux militants peuvent jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un mouvement, et que la combativité apparente de la C.G.T. sera d'autant plus grande qu'elle estimera le danger de débordement plus important, ou même, plus simplement, qu'elle aura peur de se déconsidérer aux yeux de ses propres militants en laissant un mouvement démarrer sans elle.

Cette lutte-là, tous les militants révolutionnaires d'entreprises peuvent et doivent la mener, quel que soit le syndicat auquel ils appartiennent, qu'ils soient à la C.G.T. ou bien qu'ils soient à la C.F.D.T. ou à F.O., car ce qui compte, c'est la pression que l'on peut exercer sur l'appareil, qu'elle soit interne ou externe.

Mais nous pouvons faire plus encore, car si la tactique des appareils syndicaux consiste à éparpiller les luttes dans le temps, nous pouvons, en exerçant une pression simultanée dans toutes les entreprises, les contraindre à faire un pas de plus encore, en acceptant la généralisation de la lutte, ou bien à refuser de le faire, mais alors à se démasquer devant les travailleurs.

Et c'est là que l'unité des révolutionnaires, même limitée « à la base et dans l'action », peut jouer un rôle considérable, car nous pouvons, si nous le voulons vraiment, changer le caractère de la riposte ouvrière contre le plan d'austérité, et contraindre, bien que nous soyons minoritaires dans la classe ouvrière, les grandes organisations syndicales à unifier cette riposte.

Pour la première fois peut-être, depuis que nous existons les uns et les autres, nous avons la possibilité d'intervenir réellement, et de façon déterminante, dans les luttes des travailleurs, et de faire en sorte que leur combativité ne soit pas usée en vain.

Nous sommes convaincus que, comme nous-mêmes, les militants du P.S.U. mettront tout en œuvre pour coordonner les efforts des révolutionnaires et pour réaliser leur unité dans l'action contre le plan d'austérité réactionnaire de Pompidou et de Chaban-Delmas. □

* Les intarités sont de la rédaction de « Tribune socialiste ».